

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/LDC/HL/12/Add.10

27 octobre 1997

(97-4692)

---

**Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées  
en faveur du développement du commerce des  
pays les moins avancés**

## TABLES RONDES PAR PAYS: DOCUMENTATION

Ouganda

Addendum

Documentation pour la table ronde concernant l'Ouganda.

EVALUATION DES BESOINS DE L'UGANDA EN MATIERE DE  
COOPERATION TECHNIQUE LIEE AU COMMERCE

A. POLITIQUE COMMERCIALE

a) **Quels sont les secteurs qui, à votre avis, ont un potentiel d'exportation inexploité ou sous-exploité?**

Les exportations traditionnelles de produits agricoles à savoir: le café, le coton, le thé et le tabac (pour lesquelles il convient d'améliorer les variétés et de faire appel à la technologie pour augmenter le rendement) et les exportations non traditionnelles qui sont sous-exploitées ou inexploitées sont notamment:

1. Agriculture

- Cuir et ouvrages en cuir (à l'heure actuelle, des quantités limitées de cuir brut sont exportées vers l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique de l'Est);
- produits horticoles (fruits, légumes, épices telles que vanille, piments forts, gingembre, etc.);
- graines oléagineuses: fèves de soja, arachides décortiquées, noix de cajou, graines de sésame et graines de karité;
- huiles essentielles, y compris géranium, amomes et cardamomes et eucalyptus;
- miel;
- céréales, légumineuses, y compris le riz, le maïs, le millet, le sorgho, et les haricots, les pois, les haricots mungo (phaseolus radiatus/phaseolus mungo);
- fleurs coupées;
- yam et manioc;
- poissons et produits halieutiques - étant donné l'important potentiel offert par les nombreux lacs et rivières du pays (il est à noter que les exportations de poissons vers l'Europe ont été interdites pendant un court laps de temps en raison de l'incapacité où se trouvait l'Ouganda de satisfaire aux mesures sanitaires et phytosanitaires et aux autres prescriptions techniques imposées par le marché de l'UE. Cette interdiction a été levée temporairement).

2. Services

- Notamment dédouanement et acheminement aussi bien des cargaisons en transit que des cargaisons destinées à l'Ouganda, fret aérien et affrètement, services de consultations et de conseils, diversification des produits touristiques pour faire une place à la découverte, safaris et établissement d'un inventaire du potentiel touristique.

3. Produits énergétiques

- Production d'énergie hydro-électrique et commercialisation sur les marchés régionaux.

4. Industries extractives

- Minéraux tels que cobalt, minerai de fer, or, étain, phosphates de cuivre, marbre, etc.

5. Industries

- Agro-industries, par exemple thé, café, manioc, fruits et légumes, sucre, textiles, vêtements et soie.

**b) Pourriez-vous définir le point de vue de votre pays concernant les raisons des changements qui ont pu intervenir dans la structure et l'orientation des courants d'échanges (exportations et importations)?**

1. Exportations

La valeur des exportations a augmenté de 30 pour cent entre 1986 et 1995, passant d'environ 423 millions de dollars à environ 560 millions de dollars pour diverses raisons, à savoir notamment les suivantes:

- bonnes politiques macro-économiques, en particulier libéralisation des échanges et du taux de change, suppression des contrôles de prix, gestion prudente du budget de l'Etat, privatisation et modernisation des infrastructures de sorte qu'on est passé graduellement d'une économie de subsistance à une économie monétaire;
- politiques engagées de propos délibéré par le gouvernement pour promouvoir les exportations, en particulier les exportations non traditionnelles; suppression des politiques défavorables à l'exportation; introduction d'un ensemble de mesures pour surmonter les obstacles structurels à une production efficiente de produits d'exportation, et à la participation active des intervenants dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques commerciales; assistance technique concrète fournie par des donateurs au plan bilatéral, à savoir notamment les investissements sous l'égide de l'USAID dans le projet pour le développement des produits agricoles d'exportation (IDEA), le projet sur la compétitivité du secteur privé (PSCP) et le projet (pilote) pour le développement de la soie et enfin simplification des procédures d'exportation/d'importation;
- rétablissement de la stabilité politique dans la plupart des régions de l'Ouganda où l'on produit l'essentiel des cultures traditionnelles et non traditionnelles;
- accès préférentiel aux marchés de l'UE dans le contexte de la convention de Lomé; et
- amélioration de l'accès aux marchés régionaux en particulier du Kenya, de la Tanzanie et du Rwanda, grâce à des accords commerciaux régionaux tels que le Traité du COMESA et la Coopération pour l'Afrique de l'Est. Toutefois, tout le potentiel de ces marchés et des marchés du Moyen-Orient n'a pas encore été exploité.

2. Importations

- Les importations proviennent pour l'essentiel de l'UE, mais la part du Japon et, plus récemment, de l'Afrique du Sud dans le total des importations a augmenté rapidement depuis le début des années 90. Toutefois, le Kenya demeure le plus gros fournisseur de biens de consommation. Les importations comprennent principalement: le matériel de transport et les machines nécessaires à la modernisation des industries et des infrastructures. La valeur des importations a augmenté de plus de 100 pour cent entre 1986 et 1995 en raison d'une forte augmentation des fonds fournis par les donateurs et de la simplification des procédures d'importation.

c) **Quels ont été tout récemment les objectifs de la politique commerciale, par rapport à ce qu'ils étaient il y a une vingtaine d'années?**

L'objectif global de la politique commerciale de l'Ouganda consiste à encourager la diversification des principaux secteurs et des marchés d'exportation afin d'accroître de façon durable la valeur et le volume des exportations. La stratégie appliquée pour réaliser cet objectif a consisté pour l'essentiel à:

- supprimer les politiques défavorables à l'exportation et simplifier les procédures d'exportation et d'importation notamment en abolissant les formalités de licences;
- accroître la participation du secteur privé et promouvoir les investissements, en particulier, les investissements étrangers directs (IED) et aussi par le biais du programme de cession d'actifs, de concessions tarifaires et fiscales; et
- améliorer l'efficacité et la compétitivité grâce à la déréglementation, l'orientation commerciale des entreprises d'Etat et une meilleure répartition des ressources.

d) **Quels sont les Ministères chargés des questions de politique commerciale, y compris l'élaboration, la mise en oeuvre, les moyens d'application et la surveillance? Comment se fait la coordination? Quels sont les rôles respectifs des Ministères compétents (en particulier pour ce qui est des politiques tarifaires et autres politiques touchant directement les exportations et les importations de marchandises et de services)?**

TABLEAU 1

MINISTERE OU ORGANISME	FONCTIONS EN RAPPORT AVEC LE COMMERCE
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	Elaboration des politiques de développement du commerce et de l'industrie, introduction de programmes de diversification des exportations, simplification des procédures d'importation/d'exportation, négociation d'accords commerciaux régionaux et internationaux et protection des consommateurs
CONSEIL DE PROMOTION DES EXPORTATIONS	Aide au développement des exportations, notamment des exportations non traditionnelles, grâce à la diffusion de renseignements sur les marchés d'exportation, l'organisation de foires commerciales et l'apport au secteur privé d'autres formes d'aide à la commercialisation
OFFICE NATIONAL DE NORMALISATION	Elaboration, enregistrement et application des normes de qualité; essais et inspection; harmonisation des normes au niveau international et régional et protection des consommateurs
OFFICE POUR LA PROMOTION DU CAFE	Cet office aide au développement de la culture du café, assure des contrôles de la qualité; délivre des licences d'exportation et fournit des conseils techniques aux exportateurs de café
OFFICE DE PROMOTION DU COTON	Cet office aide au développement de la production et de l'exportation de coton et impose des normes de qualité, permet la distribution de semences, l'octroi d'une assistance technique et la diffusion des informations sur la commercialisation du coton
MINISTERE DES FINANCES	Elaboration des politiques budgétaire, financière et monétaire
BANQUE D'OUGANDA	Elaboration et application de la politique monétaire, notamment de la politique en matière de taux d'intérêt et de crédit; conseils au gouvernement en matière de politique monétaire et supervision des institutions financières
ADMINISTRATION FISCALE	Mise en oeuvre de la législation fiscale, notamment collecte des droits de douane, des taxes de vente et des droits d'accise; détermination de la valeur en douane, application des exonérations fiscales et des ristournes de droits

MINISTERE OU ORGANISME	FONCTIONS EN RAPPORT AVEC LE COMMERCE
CENTRALE D'ACHATS DE L'ETAT	Achats, stockage et fourniture d'articles d'usage courant; conseils au gouvernement en matière de politique d'achat
OFFICE CENTRAL DES ADJUDICATIONS (CTB)	Supervision des procédures d'adjudication régissant les marchés publics de biens et de services
SERVICES PARAPUBLICS DE PRIVATISATION ET DE SURVEILLANCE DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES (EDP)	Elaboration et mise en oeuvre des programmes de privatisation et de cession des actifs des entreprises, amélioration de la gestion des entreprises publiques
MINISTERE DE LA PLANIFICATION	Planification, élaboration et coordination des plans et des stratégies de développement à moyen et à long terme
OFFICE OUGANDAIS DE L'INVESTISSEMENT (UIA)	Promotion des investissements; délivrance de licences d'investissement et de certificats ouvrant droit aux incitations; conseils au gouvernement en matière de politique d'investissement
SERVICE D'ANALYSE DES POLITIQUES D'EXPORTATION	Analyse des politiques d'exportation et conseils au gouvernement en la matière
SECRETARIAT DE L'AGRICULTURE	Analyse des politiques agricoles et conseils au gouvernement en la matière
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	Elaboration des politiques étrangères; négociation, préparation et interprétation des accords internationaux
MINISTERE DE LA JUSTICE	Elaboration et application de la politique relative aux questions juridiques; préparation de projets de loi et d'autres instruments juridiques
OFFICE DES BREVETS	Délivrance, enregistrement et publication des brevets et marques; prévention de pratiques anticoncurrentielles dans le cadre de contrats de licence de brevets
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	Elaboration et application des politiques dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la foresterie et de la pêche; administration des normes agrochimiques; zooquarantaine et phytoquarantaine
DIRECTION DU THE	Promotion de la production et des exportations de thé par une assistance technique et financière et la diffusion d'informations
ORGANISATION NATIONALE DE RECHERCHE AGRICOLE (NARO)	Recherche en agriculture
MINISTERE DES RESSOURCES NATURELLES	Elaboration et application de la politique dans les domaines de la foresterie, des industries extractives et des ressources énergétiques